

EDITORIAL

CI poursuit sa mission et fait de la conservation de la nature le fondement du développement durable, dans le but d'améliorer le bien-être humain. Des membres du Senior Leadership de CI en visite à Madagascar ont partagé les nouvelles bases d'une stratégie pour atteindre les objectifs de CI. Les défis restent encore nombreux, à l'exemple de la lutte contre les exploitations minières illégales, nécessitant la participation de tous, allant des VOI aux autorités, aussi bien dans le secteur public que privé. Des lueurs d'espoirs se dessinent pourtant : des opérateurs économiques commencent à s'engager à aider les VOI pour que ces derniers entrent dans des activités de production durable. Des communautés de pêcheurs n'hésitent pas à changer leurs habitudes en se lançant dans l'élevage de cheptel pour une pêche durable. Différentes parties prenantes se forment pour être à jour aux nouvelles approches, s'engagent à faire de la restauration de la nature pour faire face au changement climatique. Bref, on prend conscience que personne gagne avec la dégradation de la nature et que la nature mérite d'être préservée pour le bien être de l'humanité. Ce numéro nous redonne l'espoir, nous encourage à ne pas baisser les bras. Au contraire, à renforcer la collaboration et le partenariat, à unir encore nos forces en ce début de l'année. Joyeux Noël et Bonne Année 2018 à tous!



© CI/ Photo by Johnson Rakotoniaina

VERS LA MISE EN ŒUVRE DE LA PRODUCTION DURABLE AUTOUR DE CAZ ET COFAV

« Partenariat avec les opérateurs économiques » : tel est le mot d'ordre pour assurer la production durable, un des piliers stratégiques d'intervention de CI pour l'amélioration du bien-être humain autour des Aires Protégées. L'appel aux opérateurs intéressés à mener des projets de chaînes de valeur autour des Corridors Ankeniheny-Zahamana et Ambositra-Vondrozo a été lancé. L'objectif est de développer d'ici la fin de l'année 2017 des plans d'affaires incluant tous les acteurs des chaînes de valeurs, plans qui peuvent être présentés aux fonds d'investissement pour être financés.

Huit propositions retenues

Huit propositions de projets qui ont pour ambition de mobiliser les communautés et autres acteurs locaux et d'assurer des marchés pour écouler les produits ont été reçues : miel, café, huiles essentielles, gingembre, riz, haricot, eau minérale, clous de girofle. A l'issue d'une évaluation et d'une sélection rigoureuses, le comité composé des responsables de la Direction de la Valorisation des Ressources Naturelles / Ministère de l'Environnement, de l'Ecologie

et des Forêts, de la Fédération des Chambres de Commerce et d'Industrie de Madagascar, de CI Madagascar et Helvetas Madagascar, a priorisé les projets suivants : d'une part, pour CAZ, un projet sur les filières riz hybride et haricot lingot blanc, proposé par la STOI (Société Trading de l'Océan Indien), et un autre concernant la poudre de gingembre et clous de girofle, présenté par la Coopérative Fanohanana et, d'autre part, pour COFAV, le projet du Groupe d'intérêt Economique Sahanala sur la filière Vanille et la poudre de gingembre ont été retenus.

Des enquêtes pour le business plan

Des enquêteurs ont été dépêchés par la suite sur terrain pour collecter toutes les données et informations relatives à tous les maillons des chaînes de valeurs sur ces spéculations, en vue de l'analyse de la production et du système de marché. Ce qui servira de base pour l'élaboration des business plan inclusifs selon un modèle « gagnant-gagnant » et des plans d'accompagnement une fois que ces projets bénéficient des appuis des fonds d'investissement potentiels.

Haingo Rajaofara

La gestion des métadonnées de A à Z avec ARSIE

L'ARSIE (Association Réseau des Systèmes d'Information Environnementale) est une association qui se démarque par sa spécificité dans la production de métadonnées. Elle regroupe des institutions publiques et des organisations non-gouvernementales ainsi que des personnes ressources disposant ou utilisant des informations environnementales. Avec ses 20 années d'existence, elle a en sa possession près de 40 000 métadonnées saisies et disponibles en ligne.

Plusieurs techniques et logiciels, comme Endnote et Winisis, ont été adoptés par ARSIE pour standardiser les métadonnées collectées et saisies pour être diffusées sur son site web. Un site web rénové, à interface beaucoup plus convivial, avec des liens qui accèdent les utilisateurs à des sites spécifiques. De nouvelles fonctionnalités permettent de consulter et d'éditer les métadonnées à partir d'applications androïdes.

Pour assurer la normalisation des entrées et mise à jour de ces métadonnées, ARSIE assure la formation des utilisateurs et opérateurs auprès des organismes contributeurs.

Afin de faciliter l'accès et le partage des informations et des données environnementales, il est indispensable que chaque organisme ait un manuel, un outil transparent et pérenne avec lequel il gère et diffuse les données qu'il détient. Un guide pour l'élaboration d'une

les principes sur lesquels reposent les conditions d'accès et d'échange des données et informations



que l'organisme détient. Les aspects techniques qui touchent les méthodes d'acquisition, de traitement et d'analyse, de validation, de production d'informations, et d'archivage doivent y figurer. Les moyens techniques et humains mobilisés doivent y être présentés. Les aspects organisationnels et institutionnels qui régissent la diffusion et l'accès aux informations, les différentes conditions d'accès qui incluent le système de tarification s'il y en a, la protection des données, la veille technologique etc. devraient y être inclus.

En bref, cette politique de gestion des connaissances reflète la vision et les grandes orientations de l'organisme en matière d'information.



politique de cette gestion et diffusion des informations environnementales a été publié et diffusé par ARSIE en mai 2004.

Un effort louable a été fourni par plusieurs organismes ces dernières années pour diffuser leurs métadonnées, c'est-à-dire les informations sur les données, à travers différentes plateformes, entre autre le site web de Arsie. Les conditions d'accès aux données proprement dites dans ces plateformes doivent être clarifiées. En effet, différentes questions se posent au niveau des utilisateurs : les données sont-elles disponibles pour tout le monde ? Si oui, comment y accéder ? Est-ce gratuit, payant ou y- a-t-il des conditions d'accès ? Dans quelle mesure peut-on utiliser les informations contenues dans tel ou tel ouvrage ? Quelle est la validité des données et informations présentées ? ...

Guide pour l'élaboration de la politique de gestion de l'information

Le guide proposé par ARSIE permet d'aborder ces points. La politique de gestion de l'information élaborée par chaque organisme doit être un instrument pratique. Elle doit présenter l'organisme, en mettant en relief



Elle doit, en principe, être stable dans le temps et dans l'espace. Mais puisque l'environnement technique et institutionnel est évolutif, l'organisme devra aussi en tenir compte et se préparer à une revue de sa politique dans un pas de temps qui lui semble adéquat. Car le premier bénéficiaire de l'existence d'une politique de l'information est l'organisme lui-même en normalisant la gestion de son capital connaissance. Viennent ensuite les utilisateurs potentiels qui vont les valoriser.

Jean Solo Ratsisompatrivio

Photos by Andry Rakotomanjaka

Dugongs et herbiers marins du Nord de Madagascar, des richesses à protéger

Le dugong ou *Dugong dugon* est le seul mammifère marin de l'ordre des siréniens et famille de Dugongidae.

Les Antakarana le surnomment « lambohara ». Il est aussi connu sous le nom de « vache de mer ».

L'espèce vit dans les zones côtières de l'Océan Indien, de la Mer Rouge et de l'Océan Pacifique. Le Dugong est encore observé dans le Nord de Madagascar. Le Dugong mesure 2,40 à 2,70 m et pèse environ 230-360 kg.

Les dugongs se nourrissent d'herbiers sur les fonds marins peu profonds. Ces herbiers servent aussi de zone de nourrissage et d'abri pour ces mammifères et pour plus de 3000 espèces.

Ils contribuent à l'équilibre de l'écosystème marin. Grâce au brassage du fond marin, la végétation prospère après son passage, ce qui favorise le développement de la faune locale. Ils sont menacés par la capture accidentelle avec le « Jarifa » ou filet à requin, la perte de leur habitat (envasement des herbiers de phanérogames, aménagements...).

Ils font partie des espèces classées « Vulnérable » par l'IUCN.

L'organisation Community Centred Conservation ou C3 œuvre sur la recherche et protection de ces dugongs mais aussi des herbiers marins dans le Nord de Madagascar. Elle intervient dans la surveillance de ces populations et l'état des herbiers. Elle sensibilise les communautés locales sur leur importance. Pour préserver cette espèce, toute capture est interdite, l'utilisation d'engins de pêche destructrices est prohibée et enfin les Dugongs pris accidentellement sont à relâcher.



© Photo de Laura Dinraths

Lalarisoa Rakotoarimino

Dalbergia maritima, le « Bois de rose » de Madagascar : plus que précieux



© Photo by Richard Razakamalala

Le *Dalbergia maritima* ou « Volombodipona-lahy », « Hitsika » (Itsika) ou « Tombobitsy » en dialecte Antanosy est l'une des espèces endémiques de Madagascar. Comme les autres espèces de *Dalbergia* à Madagascar, il est appelé improprement « Bois de rose » mais en réalité c'est un palissandre.

Il se trouve dans les forêts de l'Est, entre Antalaha et Taolagnaro. C'est un arbre pas plus de 15m de hauteur. Ses feuilles sont composées imparipennées et disposées en spirale, avec 5 à 15 folioles alternes. Ses fleurs à corolle blanchâtres forment une inflorescence en grappe. Ses fruits sont en gousse plate indéhiscente avec une ou 2 graines réniforme et brun rougeâtre.

L'arbre a plusieurs vertus. Il est utilisé en médecine traditionnelle pour lutter contre la dépression, la fatigue, le paludisme...

L'huile de bois de rose est anti-infectieuse et tonifiante. Sa teneur en linalol lui confère une odeur spécifique très douce exploitée dans la parfumerie.

Notre bois de rose est classé parmi les plus beaux des bois exotiques. De couleur rouge-violacé très vive quand il est fraîchement débité, il devient violet foncé au fil du temps. Avec sa structure en grain fin et homogène, un poli parfait, il est très apprécié dans la marqueterie, l'ébénisterie, la sculpture et dans la fabrication des instruments de musique. Bois très dur et lourd, on l'utilise aussi pour la construction des tombeaux dans certaines parties de l'île. Beau mais rare, ce bois de rose est classé en voie de disparition par l'UICN. Il est à protéger absolument. La déforestation, les feux de brousse, l'exploitation illicite avec abattages sélectifs, les activités minières sont les principales menaces de cette espèce.

Recueillis par Hajasoa Raeliarivelo

Des membres du Senior Leadership de CI en visite à Madagascar

Des membres du Senior Leadership de CI ont visité Madagascar du 29 septembre au 03 octobre 2017. Une équipe composée de Sebastian Troeng, Vice-Président chargé des activités sur terrain; Michael O'Brien-Onyeka, Senior Vice-Président - Division Afrique; Daniela Raik, Senior Vice-Président - Moore Center for Science et d'autres personnes ressources du siège.

Nouvelles bases stratégiques

Cette visite a permis de partager avec l'équipe de CI Madagascar les nouvelles bases de la stratégie de CI, notamment les concepts de « Nature is 30 » (30% des solutions pour la planète proviennent de la nature) et le « Sustainable Landscapes and Seascapes » (paysages terrestres et marins durables).

Vue d'en haut et sur terrain
Le survol du Corridor Ankeniheny Zahamena a permis de voir en perspective l'état du corridor et de ses menaces. L'équipe a pu apprécier la richesse de la biodiversité et les paysages naturels de la zone du Lac Alaotra et du parc Andasibe.



© Photo by Conservation International

C'était aussi une occasion pour rencontrer et faire des échanges avec

les parties prenantes dans le CAZ ainsi que les responsables du Ministère de l'Environnement, de l'Ecologie et des Forêts et du Ministère auprès de la Présidence, chargé des Mines et du Pétrole, sur les problématiques de déforestation et de mines artisanales. Ces Hauts Responsables de Conservation International ont abordé avec ces dirigeants du pays certains aspects pour la mise en route du nouveau projet financé par le Fonds Vert pour le Climat.

Cette mission aura aidé à appréhender les questions de déforestation avec les acteurs directement concernés et définir les stratégies appropriées pour les adresser, surtout avec les perspectives de projets à venir.

Bruno Rajaspera

Ambodivahibe applique l'approche EbA (Ecosystem-based Adaptation) face au changement climatique

La population d'Ambodivahibe, constituée principalement par des pêcheurs, dépend du milieu marin. Tous chocs touchant ce milieu répercutent sur la population elle-même et sur leurs moyens de subsistance. L'Aire Marine Protégée (AMP) d'Ambodivahibe dans le nord de Madagascar est vulnérable aux événements liés au changement climatique, suivant l'analyse de vulnérabilité effectuée dans cette zone.

Face à ce phénomène contemporain, CI adopte l'approche basée sur la nature. L'Adaptation Fondée sur les Ecosystèmes (EbA) est une des options qui aide les populations à s'adapter aux effets négatifs des changements climatiques. Elle vise à maintenir et à

accroître la résilience, tout en réduisant la vulnérabilité des écosystèmes et des communautés humaines aux effets négatifs des changements climatiques.

Un atelier s'est tenu à Ampondrahazo, un des villages dans l'AMP Ambodivahibe, les 09 et 10 Novembre dernier, pour initier cette approche. Cet atelier a permis aux différentes parties prenantes au niveau de la Région DIANA et les communautés locales des 4 villages de reconnaître les différents impacts du changement climatique constatés, de s'initier sur l'approche EbA, d'identifier les actions prioritaires dans les différents secteurs concernés et d'identifier les besoins en renforcement de capacité pour pouvoir mettre en œuvre cette ap-

proche.

Ce projet pilote entre dans le cadre des activités du Climate Strategy de CI ainsi qu'à la préparation des lignes directrices du concept, la mise en œuvre et le suivi de EbA.

Luciano Andriamaro



© Photo by Conservation International

AMP Ambodivahibe – Les pêcheurs reçoivent leurs cheptels

La troisième phase du financement Helmsley Charitable Trust pour Ambodivahibe qui consiste à la livraison des cheptels est dans sa mise en œuvre depuis le 1er septembre dernier.

127 pêcheurs sont bénéficiaires directs des microprojets d'élevage des petits ruminants (chèvres et moutons) selon le choix des communautés pour leurs Activités Génératrices de Revenus.

La 1ère vague d'achat et de livraison a été effectuée du 02 au 08 no-

vembre dernier. 122 moutons ont été livrés aux 61 bénéficiaires à Ivovona, Ambodivahibe, Ampondrahazo, Ambavarano. 165 chèvres ont été remis aux 66 bénéficiaires au mois de décembre. Ces cheptels sont mis en quarantaine avant leur livraison pour éviter les risques d'épidémie. Le service d'élevage Antsiranana assure le suivi sanitaire et le traitement de ces nouveaux bétails en leur donnant de la vitamine et en faisant un déparasitage.

Patrick Jomazandry



© Photo by Conservation International

« Genre » et « Equité sociale » : dans les programmes et projets de CI

Un atelier de travail sur l'approche Genre s'est tenu du 9 au 13 octobre 2017 à Washington DC. La discussion portait sur l'intégration du « Genre » et de « l'équité sociale » dans les projets et programmes menés par CI. Douze personnels de terrain de CI provenant de dix pays ont fait saillir des leçons, dégager les défis et partager les meilleures pratiques. A l'issue de l'atelier, les participants ont retenu l'importance de l'utilisation des outils de communication intégrant le Genre, le rôle de la « culture » dans la mise en œuvre de l'approche et l'importance de l'adhésion de nos partenaires dans notre approche.



© Photo by Conservation International

Lancement officiel du forum LAFA

Le lancement officiel du Forum LAFA (Loharanon'Aina ny Faritra Arovana an-tanety), Forum des professionnels de la Gestion des Aires Protégées Terrestres de Madagascar a eu lieu le 30 Novembre 2017. La mise en place de ce forum est financée par le Hemsley Charitable Trust et est mise en œuvre par WCS.

Le forum LAFA regroupe les personnes dont le travail quotidien contribue à la gestion d'une ou de plusieurs Aires Protégées terrestres. C'est un réseau d'individus qui vise à professionnaliser la gestion des Aires Protégées terrestres de Madagascar. Les besoins en renforcement de capacité ont été déjà identifiés, le forum possède déjà un plan stratégique 2018-2022 et un plan d'action. Les objectifs du forum sont les suivants : améliorer durablement les compétences des professionnels de la gestion des Aires Protégées, fluidifier les échanges sur les informations pertinentes et enfin plaider pour un renforcement de la reconnaissance et considération de la gestion des Aires Protégées Terrestres.

Analyse sur les besoins en formation sur l'adaptation climatique

Une première analyse sur les besoins en formation en adaptation au change-

ment climatique et sur les institutions de formation existantes a été faite par le Programme d'Appui à la Gestion Environnementale (PAGE / GIZ) et l'Union Européenne. Ceci entre dans le cadre du «Projet sur le Renforcement des Conditions et Capacités d'Adaptation Durable au Changement Climatique». Un atelier sur la restitution des travaux analytiques a été organisé par le Bureau National pour la Coordination du Changement Climatique (BNCCC) et la PAGE/GIZ. Dans un premier temps, un partage des acquis sur l'intégration de la dimension changement climatique dans l'éducation nationale a été fait par l'équipe du Ministère de l'Education Nationale. L'équipe de consultants a présenté ensuite les résultats de l'analyse des besoins en formation et des institutions existantes.

Avancement du Projet Migration-Environnement et Changement Climatique

La troisième réunion du Groupe de Travail Technique sur le suivi du projet sur les migrations, l'environnement et les changements climatiques, mis en œuvre par l'Organisation International de Migration (OIM) et le Ministère de l'Environnement, de l'Ecologie et des Forêts, s'est tenue le 08 septembre 2017. Elle a permis de faire le point sur l'avancement des travaux sur l'évaluation nationale mis en œuvre par le consortium de recherche.



© Photo by AsArt

Morondava et Marovoay ont été sélectionnés pour cette évaluation nationale. Le consortium de recherche a déjà achevé la phase de revue de la littérature et de descente sur le terrain à Morondava. Le consortium a énuméré les incitations qui entraînent la migration de la population du Sud. Il en ressort que la migration est spontanée, due à l'explosion de la culture d'arachide. Les impacts sur le secteur social et les impacts environnementaux ont été aussi rapportés.

Document stratégique pour la résilience climatique : Le 2e draft soumis à une série de consultation

Madagascar est dans un stade très avan-

cé concernant l'élaboration de son Programme Stratégique de Résilience Climatique (PSRC) et du plan d'investissement correspondant. Ces documents ont été soumis à une deuxième série de consultations des parties prenantes au niveau national pour s'assurer qu'ils répondent aux préoccupations majeures du pays en matière climatique. Rappelons que Madagascar fait partie des rares pays qui bénéficient de l'appui du Programme Pilote pour Résilience Climatique (PPRC) du Fonds d'Investissement Climatique (FIC) pour préparer son PRSC. Le projet est piloté par la Cellule de Prévention et Gestion des Urgences (CPGU) en collaboration avec le Bureau National de Coordination des Changements Climatiques (BNCCC) et bénéficie de l'assistance technique de la Banque Mondiale et de la Banque Africaine de Développement.

Journée mondiale des lémuriens :

« in focus » sur leur conservation et le développement durable

« Madagascar perd des milliers de dollars US pour chaque lémurien disparu » dit le Pr Jonah Ratsimbazafy, Secrétaire Général du Groupe d'Etude et de Recherche sur les Primates de Madagascar (GERP), lors de la célébration de la Journée mondiale des lémuriens organisé par ce Groupe avec les cinq Ministères suivants: celui de l'Environnement, de l'Ecologie et des Forêts, Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, Education Nationale, de la Culture, de la promotion de l'art et du Sauvegarde du Patrimoine, et enfin celui du Tourisme. Récréation, emplois et devises, entretien des forêts font partie des bénéfices obtenus grâce aux lémuriens. Placé sous le thème « Conservation des lémuriens & Conflits face au développement durable », le débat organisé avec l'Université de Tana a permis de mieux cerner les enjeux et défis de la conservation de nos lémuriens (visible sur Vimeo). Toamasina, Toliara, Antananarivo, des zoos d'Amérique, de l'Europe et d'Asie ont célébré cette 4e édition.



© GERP/photo by RAFALNIRINA Andry Herrman

Campagne de reboisement 2017-2018 : restaurons Andekaleka !

Sous la houlette de la mairesse Claudine Soatombo, la commune d'Andekaleka montre sa volonté de restaurer les forêts pour protéger les bassins versants. Une initiative importante prise après le passage en juillet 2016 de la fondation Helmsley et CI qui ont constaté de visu la dégradation du bassin versant dans la commune et les conséquences sur la vie économique du pays sachant que le barrage hydraulique dans cette commune est la source d'électricité de la Capitale.

Huit centres de pépinières de plantes autochtones sont en place. 29 pépiniéristes sont devenus professionnels en la matière et peuvent former des associations. Deux des 8 centres appartiennent à la commune, le reste aux fokontany (1 par fokontany).

La mairesse explique : ces centres servent de vitrine et doivent attirer ceux

qui ont des projets de reboisement dans la commune, les partenaires qui veulent participer à la restauration des forêts d'Andekaleka. « Il y a longtemps qu'on désirait avoir de tels centres. Il faut mettre encore une enseigne pour les faire connaître au grand public » dit-elle. Les plants viennent des graines ou plantules recueillies dans les forêts du Corridor Ankeniheny-Zahamena. 2000 plants pourront être mis en terre pour la prochaine campagne de reboisement. Les terrains à reboiser sont déjà identifiés.

Ce projet est mis en œuvre grâce à la technicité de Conservation International dans le domaine et l'engagement de toutes les parties prenantes, allant des VOI et de la Commune aux opérateurs tels que Madarail et JIRAMA. La préservation de l'environnement étant une priorité dans le plan communal, le 12 octobre dernier, jour

de marché dans la commune, avec la mairesse, les conseils communaux, la gendarmerie, les responsables des Zones pédagogiques, la JIRAMA et la société Madarail ont fait une sensibilisation publique sur l'importance de l'environnement et les lois qui existent à Madagascar. La mairesse a fait appel aux responsables d'appliquer les lois, de faire la répression sinon les efforts déployés restent vains.

Hajasoa Raoelariavelo



© CI/Photo by Bruno Rajaspera

Graine de vie : coup de pouce pour la régénération des mangroves



© Photo by Conservation International

Graine de vie est un ONG reconnu dans le domaine de la restauration des forêts, des mangroves et de reboisement à

Antsiranana et Mahajanga. Il donne des formations en pépinière aux communes et associations.

En 2015, Graine de vie a travaillé avec CI en appuyant les communautés dans les villages autour de l'AMP d'Ambodivahibe à restaurer les mangroves. Ces dernières, défrichées depuis longtemps, n'arrivent plus à se régénérer naturellement. L'intervention de l'homme est indispensable pour sa restauration. On a planté directement des jeunes plants sur terrain mais le taux de survie était faible. Aussi, Graine de vie a conseillé de passer par des pépinières. Avec la Direction de l'Environnement de l'Ecologie et des Forêts, les

communautés d'Ambavarano, Ivovona, Ampondrahazo restaurent 10 ha de mangrove et y font le suivi. Notons que les mangroves jouent des rôles écologiques importants. Ce sont des stabilisateurs efficaces pour les zones côtières fragiles. Elles contribuent à la résilience écologique des écosystèmes après les cyclones et face aux effets du changement climatique, incluant la montée des océans. Elles sont sous fortes pressions actuellement à cause du défrichement pour avoir des terrains agricoles et pour le charbonnage et aussi à cause de l'élévation de la température. La restauration est favorable en saison de pluie.

Recueilli par Hajasoa Raoelariavelo

CI - COI : Projet de suivi écologique standard dans les aires marines protégées

Depuis juillet 2017 et pour une durée de 18 mois, un projet financé par l'UE à travers la Commission Biodiversité Océan Indien est mis en œuvre dans l'Aire Marine Protégée (AMP) d'Ambodivahibe. Il est focalisé sur le développement d'une approche scientifique standard de suivi écologique standard de l'écosystème marin qui sera par la suite partagé aux différents partenaires gestionnaires d'aires marines. L'objectif du projet est de renforcer la gestion de l'AMP et de supporter les efforts déjà entrepris en

fournissant des données des suivis. Ce projet démontrera que la gestion durable des ressources marines et côtières améliore la santé de la biodiversité et les moyens de subsistance des communautés locales. Le projet mis en œuvre avec le Centre national de recherche océanographique (CNRO) basé à Nosy Be comporte deux volets : l'établissement d'un protocole de surveillance écologique et l'appropriation de ce système de suivi écologique par les gestionnaires d'AMP en fournissant des moyens

de formation et de logistique pour assurer la mise en œuvre efficace et la pérennité du processus de suivi

Luciano Andriamaro



© Photo by Conservation International

Petites mines artisanales illicites dans CAZ : collaborons pour y faire face



© CI/Photo by Bruno Rajaspera



© CI/Photo by Bruno Rajaspera

Lors d'un récent survol du Corridor Ankeniheny-Zahamena (CAZ) organisé par Conservation International, il a été observé la persistance des exploitations minières illégales, notamment celles du saphir à Bemainty, commune rurale de Didy.

Il est tout d'abord à souligner que l'analyse des données satellitaires sur cette zone a montré que ces localités n'ont pas été déboisées récemment. La qualité de l'eau en aval y est fortement affectée avec les rivières chargées de sédiments charriés par ces activités minières illégales. Des structures permanentes y ont été construites, suggérant une sédentarisation dans ces forêts.

Cri d'alarme des acteurs locaux

Lors d'une rencontre avec les parties prenantes à Ambatondrazaka, les populations locales ont exprimé leur désarroi, face aux impacts de la ruée vers le saphir à Bemainty, associant une dégradation de l'environnement, à l'augmentation de la criminalité violente, de la consommation de drogue, de l'insécurité, et à la dégradation de la gouvernance face à l'impunité de l'exploitation illégale. Le maire de Didy a illustré ses propos sur l'augmentation des crimes violents par des photos d'une jeune fille de 16 ans qui avait été violée et assassinée. De forts soupçons pèsent

sur le fait que le crime ait été commis par un exploitant minier illicite. Le préfet d'Ambatondrazaka et le Chef de Région Alaotra-Mangoro ont également exprimé leurs préoccupations sur ces problématiques et s'en remettent aux autorités nationales pour trouver les solutions adéquates. Un large

consensus sur la nécessité d'une volonté politique du gouvernement national pour adresser efficacement ces exploitations minières illégales a été relevé.

Au-delà de la gestion des aires protégées

Cette exploitation minière illégale est un problème qui va au-delà de la gestion des aires protégées. Elle exige l'intervention du gouvernement à l'échelle nationale, avec des déclarations claires selon lesquelles il est totalement interdit de faire des

de drogue et de criminalité dénoncent clairement les dégâts causés par les exploitations minières dans les aires protégées et la nécessité de prendre des mesures pour adresser cette situation.

Appel à un soutien fort de la part du gouvernement et des autorités centrales

Démunis, les autorités locales, régionales et les parties prenantes locales ont exprimé le fait que ces exploitations minières illégales et les ruées ne peuvent se résoudre avec les capacités locales et régionales, mais nécessitent une intervention coordonnée au niveau national.

L'exploitation minière illégale dans les aires protégées nuit à la gouvernance nationale et locale, et à la souveraineté nationale. Elle représente une menace pour la sécurité nationale. Conservation International souhaite travailler avec le gouvernement central et les parties prenantes concernées pour aborder collectivement le problème des mines illégales dans le CAZ et mettre en place

un dispositif de système d'alerte et de prise de responsabilités pour prévenir les exploitations minières illicites récurrente dans le CAZ. Ce problème devra être traité à un niveau interministériel avec un comité inter-organisations.

Bruno Rajaspera



exploitations minières illicites dans les aires protégées et que leurs impacts négatifs sont associés sur les aires protégées et les communautés. Ces préoccupations partagées par toutes les parties prenantes sur l'impunité des mines illégales et les problèmes collatéraux de sécurité, de violence,

Les issues du COP 23

La 23ème Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques organisée par UNFCCC et présidée par les îles Fidji s'est tenue à Bonn, Allemagne, du 6 au 17 novembre dernier. La bonne volonté des pays à s'avancer dans la mise en œuvre de l'Accord de Paris a été constatée.

Cette 23ème édition marque la mi-parcours du processus de développement des règles et lignes directrices nécessaires à la mise en œuvre de cet Accord au niveau des pays. Les avancements aux communications sur l'adaptation et à l'échange des droits d'émission ont été au centre des réunions. Un des progrès retenus par l'histoire est la décision d'opérationnaliser la Plateforme des communautés locales et des peuples autochtones pour assurer leur participation pleine et



© CI/ Photo by Johnson Rakotoniana

effective à la lutte contre le changement climatique. Le premier plan d'action sur la question « Genre » a été adopté. Ce plan soutiendra les efforts de renforcement des capacités, l'équilibre entre les sexes dans la participation aux activités liées au climat. Les pays se sont mis d'accord à déployer de nouveaux efforts dans le domaine de l'agriculture et du changement climatique. Ils vont soutenir

les agriculteurs en leur fournissant plus de connaissances et d'outils. Le rôle des océans dans l'action climatique à l'échelle nationale et internationale a été abordé, vu son importance. Plus d'efforts sont encore nécessaires pour finaliser les directives pour la mise en œuvre de l'Accord de Paris à la date butoir de décembre 2018.

Recueillis par Hajasoa Raeliarivelo



AGENDA

- 2 février : Journée mondiale des zones humides
- 3 mars : Journée Mondiale de la vie sauvage
- 8 mars : Journée Internationale des femmes
- 21 mars : Journée internationale des forêt
- 22 mars : Journée mondiale de l'eau
- 23 mars : Journée mondiale de la météorologie



© Photo by Conservation International

Songadina
BULLETIN TRIMESTRIEL

CONSERVATION INTERNATIONAL Madagascar

REDACTRICE EN CHEF
Hajasoa Raeliarivelo

COMITE DE REDACTION
Sahondra Rajoelina
Michele Andrianarisata
Haingo Rajaofara
Luciano Andriamaro
Bruno Rajaspera

MISE EN PAGE
CI - Hajasoa Raeliarivelo

Songadina
est une publication de
Conservation International

Rue Vittori François
Villa Hajanirina, Lot II W 27 D
Ankororahotra –
Antananarivo
Madagascar

Email : cimad@moov.mg

 <https://www.facebook.com/cimadagascar>

www.conservation.org/madagascar